



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

## sommaire

Page 1 :  
RHODESIE : "UN HOMME UNE VOIX"  
UNE MANOEUVRE POUR GAGNER  
DU TEMPS

Page 4 :  
COOPERATION FRANCE-MALI :  
DES MILLIARDS POUR LES CA-  
PITALISTES FRANCAIS, LA MI-  
SERE POUR LA POPULATION

Page 6 :  
DJIBOUTI : LE SOMBRE HERITA-  
GE LAISSE PAR L'IMPERILISME

Page 7 :  
CENTRAFRIQUE : GENERAL OU  
EMPEREUR, BOKASSA RESTE UN  
DICTATEUR SANGLANT

Page 8 :  
POLITIQUE DES BANTOUSTANS,  
POLITIQUE DE L'APARTHEID

Page 9 :  
HASSAN II COMME OULD DADDAH:  
DICTATEUS FEROCES

Page 10 :  
CONTRE L'ASSASSINAT ET LES  
ATTENTATS RACISTES, NOUS  
DEVONS TOUS REAGIR

prix: 1 Franc

N° 56 - 19 décembre 1977

RHODESIE :  
"un homme une voix",  
une manoeuvre  
pour gagner du  
temps

Le chef du gouvernement raciste de Rhodésie, Ian Smith, a annoncé dernièrement qu'il accepte désormais le principe de "un homme, une voix"; autrement dit, que les africains auront le droit de voter au même titre que la population d'origine européenne.

Le régime en place refusait auparavant cela. Seule la minorité européenne -moins de 270 000 sur les cinq millions de noirs- avait véritablement le droit de vote, la totalité des africains en était écartée.

.../...

La chambre des représentants était composée d'une écrasante majorité de députés européens. Il aura fallu quelque quinze ans de guérilla nationaliste pour que Ian Smith manifestement incapable de vaincre par les armes, accepte le principe de "un homme, un vote". S'agit-il d'une manœuvre dilatoire de la part du régime ségrégationniste simplement pour retarder la chute inévitable ? Espère-t-il au contraire diviser par cette manœuvre tactique la résistance nationale de manière durable, et en engageant des discussions avec la fraction modérée des nationalistes, tenter de trouver une solution de compromis pour préserver au moins une partie des privilèges de la minorité blanche ? L'avenir le dira.

Ce que le tournant au moins verbal du régime rhodésien montre en tous les cas, c'est qu'il y a dans le pays une telle haine du régime ségrégationniste que Ian Smith sait qu'il ne trouvera aucun interlocuteur africain, fut-il des plus serviles, qui acceptera, sans au moins la reconnaissance du principe de "un homme, un vote".

Malgré cette reconnaissance, les mouvements nationalistes radicaux refusent de négocier. Manque de chance pour Smith. Seuls les nationalistes modérés comme l'évêque Muzorewa et le pasteur Sithole ont accepté sa proposition. Les nationalistes radicaux ont parfaitement raison de se méfier des promesses de Ian Smith. D'autant d'ailleurs qu'au moment même où ce dernier avait annoncé son adhésion toute fraîche à un principe qui, en toute logique, devait conduire au suffrage universel, donc à la prépondérance politique de la majorité noire, ses troupes ont effectué un des raids les plus meurtriers contre les camps de guerilleros rhodésiens installés au Mozambique.

Smith pourra fort bien tricher, par exemple en accordant théoriquement le droit de vote indépendamment de la couleur de la peau, mais en la faisant dépendre ou de la fortune, ou encore de savoir lire et écrire, ce qui aboutirait encore à la sous-représentation de la majorité africaine.

Mais au-delà des tricheries possibles de Smith pour préserver les privilèges de la minorité blanche, il y a un problème bien plus général à comprendre pour les travailleurs. Car même si les tricheries échouent, même si le régime de ségrégation s'effondre, même si légalement, le pouvoir appartient à la majorité noire, le principe de "un homme, un vote" ne sera pas pour autant nécessairement réalisé.

Même dans le pays le plus démocratique du monde, au sens bourgeois du terme, le vote d'un pauvre n'est jamais égal à celui d'un bourgeois. Parce que le vote en lui-même dans cette société fondée sur le profit et l'exploitation, n'est que cinéma de la bourgeoisie qui consiste à masquer la dictature des bourgeois sur les travailleurs et les paysans pauvres.

Alors, le fait que des régimes comme celui de Smith en Rhodésie, ou de Vorster en Afrique du Sud, refusent ouvertement, légalement le droit de vote à la majorité de la population parce qu'elle est noire, prouve seulement que ces régimes sont particulièrement barbares, ignobles, et qu'il faut les détruire.

Mais les travailleurs africains doivent savoir que personne ne leur fera cadeau d'un régime où l'expression "un homme, un vote", cessera d'être une formule creuse, et où le vote, l'opinion de tous, y compris des plus humbles, comptera réellement dans les décisions. Les nationalistes, y compris ceux qui se disent les plus radicaux, comme Mugabé par exemple en Rhodésie, cacheront derrière cette formule leur propre dictature.

Même la création d'une véritable démocratie parlementaire bourgeoise est hors de leurs possibilités, et même de leur désir ; pourtant même ce régime là est seulement le masque du règne de l'argent.



# COOPÉRATION FRANCE-MALI

des milliards pour les capitalistes français, la misère pour la population.

Les 15 et 16 novembre dernier s'est réunie à Bamako la Commission Mixte Mali-France. Cette commission a officialisé le montant de l'aide publique de la France au Mali. Monsieur Lamine Keita, ministre du développement industriel, s'est déclaré satisfait de l'augmentation de cette "assistance", qui serait passée de 8 milliards 785 millions en 1974 à 11 milliards de Francs Maliens en 1977.

Lamine Keita et le gouvernement malien ont leurs raisons d'en être satisfaits : cela renflouera un peu la caisse où eux-mêmes puisent abondamment.

Mais l'accroissement de l'"assistance" est simplement le signe de la plus grande dépendance de l'économie malienne à l'égard de celle de la France. Si Giscard prête de l'argent, ou même en donne en guise d'aide (comme il a donné 1 milliard de FM le 25 mars dernier), cet argent de l'Etat français, prélevé sur les contribuables, vient remplir les poches des capitalistes français après un petit détour au Mali.

En 1976 le Mali a importé pour 76,6 milliards de FM de marchandises, et exporté pour 23,1 milliards. Ce qui fait 53,5 milliards de FM qui sortent du Mali dont la moitié vers la France qui est son plus grand partenaire économique.

Quand, en 1976, la caisse Centrale de Coopération a prêté 35 milliards de FM pour construire le barrage de Sélingué, et 10 milliards pour établir le téléphone entre Bamako et Ségou, cela signifie que le gouvernement français a prêté de l'argent au gouvernement malien pour l'obliger à acheter aux capitalistes français le matériel électrique et téléphonique, et de leur assurer ainsi plusieurs milliards de Francs Maliens de profits.

L'aide du gouvernement français lui donne un droit de regard sur la répartition du budget de l'Etat malien entre l'armée, l'éducation nationale, les cultures vivrières, les cultures d'exportation ... etc Les capitalistes ont besoin du coton et d'arachide. Alors tout est fait pour faire produire ces plantes : aide technique, recherche scientifique...etc.

Depuis l'indépendance, les gouvernements maliens ont tout fait pour perpétuer la tradition coloniale, voire même pour promouvoir ces cultures. Pour avoir

.../...

un peu d'argent pour payer les impôts, acheter ce dont ils ont besoin, les paysans sont obligés de cultiver ce qui rapporte de l'argent, c'est à dire l'arachide et le coton. Ainsi, de 1968 à 1976 la production d'arachide est passée de 22 000 tonnes à près de 200 000 tonnes par an. Dans le même temps la production de coton a doublé (de 50 000 T à 110 000 T par an). De 1960 à 1972, les surfaces consacrées au coton sont passées de 26 000 hectares à 90 000 ha. Cette production est pour l'essentiel exporté au profit de la Compagnie Française Des Textiles (CFDT).

La production de coton et d'arachide s'est faite au détriment des cultures vivrières qui ont diminué aussi bien en volume qu'en rendement. De 1960 à 1972, le rendement moyen en mil est passé de 750 Kg à 700 Kg par hectare.

Dans le système agricole actuel, les rendements dans les cultures vivrières (mil et sorgho) diminuent car les sols s'appauvrissent. Il est impossible à la majorité des paysans d'acquiescer du matériel et des engrais modernes. Alors, le Mali, pays agricole, est obligé d'importer une part de plus en plus grande de son alimentation. En 1972, tout l'argent de la vente du coton et de l'arachide à l'extérieur a été consacré à acheter des produits alimentaires!

Au lieu de produire du coton et de l'arachide pour les échanger contre du mil, il serait pourtant plus simple de cultiver soi-même le mil ! Mais le soucis des trusts impérialistes et des gouvernants africains qui les servent, ce n'est pas d'assurer le bien être de la population, leur soucis c'est d'abord de faire des bénéfices.

Mais là ne s'arrête pas le pillage impérialiste. Le prix des produits importés augmente plus vite que celui des produits exportés. En 1960 il fallait 38 Kg de coton pour avoir 100 Kg de ciment, en 1972 il fallait 66 Kg de coton pour avoir la même quantité de ciment.

Alors le déficit commercial s'accroît d'année en année. Pour y faire face, le gouvernement malien emprunte de l'argent aux impérialistes. Ses dettes s'élèvent actuellement à 96,4 milliards de Francs Maliens, c'est-à-dire à plus du double de la recette annuelle de l'Etat. En 1975, l'Etat malien a payé 9,3 milliards de FM rien que pour payer les intérêts de ses dettes.

Pour payer les dettes, Traoré fait appel aux responsables mêmes du déficit, c'est-à-dire soumet encore plus le Mali aux intérêts des trusts.

Ce n'est pas un marché de dupes. Traoré et les autres chefs d'Etat de l'Afrique savent ce qu'est la "coopération" : un moyen de donner des bénéfices aux capitalistes au détriment de la majorité de la population. Mais ils se prêtent à ce pillage parce qu'eux mêmes gagnent quelques miettes à être les valets de Giscard.



# DJIBOUTI

## LE SOMBRE HERITAGE LAISSE PAR L'IMPÉRIALISME

Le 15 décembre dernier, un attentat contre un café fréquenté par des français a fait 5 morts et une trentaine de blessés. Immédiatement le président de la république, Hassan Gouled, a fait encercler et fouiller le quartier afar maison par maison.

A la suite de cela, Ahmed Dini, premier ministre et 4 autres ministres d'origine afar comme lui, ont présenté leur démission "pour protester contre le tribalisme" du gouvernement à l'égard de l'ethnie afar.

Aujourd'hui, moins de 6 mois après l' "indépendance", Djibouti est déchirée par des conflits tribaux.

Il est vrai que au milieu de plusieurs foyers de guerre -guerre de l'Erythrée, guerre de l'Ogaden, entr'autres- Djibouti pouvait difficilement vivre dans un havre de paix.

Mais le premier responsable de cette situation explosive à Djibouti c'est l'impérialisme français. C'est lui qui a créé de toutes pièces les frontières aberrantes de Djibouti, pour y enfermer de force une partie des afars (dont la majorité est en Ethiopie) avec une partie des issas (dont la majorité vit en Somalie). L'Etat ainsi créé par l'impérialisme français ne constitue une entité ni sur le plan national ni sur le plan économique : même l'eau potable consommée par les djiboutiens leur vient de l'extérieur !

C'est lui qui a attisé la haine entre afars et issas en s'appuyant d'abord sur les afars contre les issas, puis sur les issas contre les afars. Si aujourd'hui chaque ethnie se sent brimée par l'autre, c'est une situation voulue par l'impérialisme, qui ne laisse que la haine là où il passe. Cela lui permet de régner plus facilement dans la région, d'autant plus qu'il a pris soin, comme dans les autres pays anciennement colonisés par la France, de mettre en place un homme entièrement docile. Hassan Gouled s'est empressé de demander, comme le voulait l'impérialisme français, le maintien de 4500 militaires français, comme il a maintenu les barbelés électrifiés installés par la France autour de Djibouti pour bien contrôler la population. !

Les bourgeois locaux continueront à défendre les frontières étriquées laissées par l'impérialisme, car cela leur assure des fauteuils ministériels. Pour se maintenir en place, au milieu d'une situation sociale explosive du fait de la misère, ils continuent à attiser la haine entre les ethnies.

Mais il ne suffit pas de dénoncer la responsabilité majeure de l'impérialisme. Le nationalisme aussi est une voie qui aboutit à une impasse même quand il s'agit d'apporter une solution aux problèmes d'oppression nationale. Car il cherche tout simplement à aménager le cadre national laissé par l'impérialisme.

Si les exploités afars et issas veulent arrêter de subir cette situation aberrante, ils doivent s'organiser contre leurs exploités communs, en s'engageant dans le combat contre l'exploitation. C'est d'ailleurs à cette seule condition qu'ils pourront trouver une solution à l'oppression nationale.

# CENTRAFRIQUE : général ou empereur, Bokassa reste un dictateur sanglant

La cérémonie du sacre de Bokassa devenu empereur de Centrafrique a eu lieu le 4 décembre à Bangui.

Ce sacre aura coûté à la masse laborieuse centrafricaine plus de cinq milliards de francs C.F.A. ; la simple paire de bottes de l'empereur Bokassa a coûté l'équivalent de six ans de salaire d'un travailleur moyen de ce pays.

Cette mascarade ridicule et révoltante à plus d'un titre s'est déroulée en présence d'une délégation dirigée par Robert Galley représentant l'impérialisme français. Giscard a envoyé à son valet Bokassa un sabre épais sans doute pour le remercier des services rendus à l'impérialisme. Le ridicule n'est pas du seul côté de Bokassa.

La presse bourgeoise occidentale a largement commenté le côté ridicule du sacre ; cette même presse n'avait pas manqué d'éloges et d'admiration devant les cérémonies consacrant la reine d'Angleterre. Pourtant, de ces deux cérémonies, l'une n'est pas moins ridicule que l'autre.

Mais Bokassa n'est pas seulement un pantin ridicule. C'est un pantin sanguinaire. Et derrière ses facéties ou sa mégalomanie personnelle, il y a la dictature féroce. Une dictature qu'il incarne depuis son arrivée au pouvoir en janvier 1966, par un coup d'Etat contre le régime civil de David Dacko : Il s'est fait une réputation par ses méthodes barbares, lorsqu'il décida de faire couper les oreilles puis la main aux petits voleurs sous prétexte d'enrayer le vol. Il a interdit l'union Générale des Travailleurs Centrafricains -UGTC- syndicat unique dont les dirigeants croupissent en prison, s'ils ne sont pas éliminés physiquement. Il a dissout tous les partis politiques à l'exception de son propre parti, le MESAN.

Quand au nombre de personnes que Bokassa a fait assassiner ou qu'il a lui-même assassinées, elles se comptent par centaines. Bokassa est peut-être un sadique et un mégalomane. Mais ce n'est pas son caractère qui explique l'existence de la dictature. Si la dictature se maintient, c'est parce qu'elle est maintenue par une petite couche de privilégiés centrafricains, et surtout, par l'impérialisme français.

Ce dernier n'est pas regardant dans le choix de ses serviteurs. Et Bokassa en est un, et en plus, un qui s'en vante. Il défend les intérêts économiques et politiques de l'impérialisme qui pille le diamant de Centrafrique, qui exploite les gisements d'uranium découverts à Bakouma, etc.

La cruauté de Bokassa n'a d'égale que celle de ses maîtres, ceux-là mêmes qui lui ont appris les méthodes barbares du temps où il fut officier de l'armée française et ancien combattant de la guerre d'Indochine.

C'est avec le soutien de cet impérialisme que Bokassa arrive à se maintenir au pouvoir, tout comme Moussa Traoré, Senghor et autres.

Des pantins à la Bokassa ou autres Amin Dada donnent une image humiliante de l'Afrique que bien des travailleurs ressentent comme telle. Mais cela prouve seulement qu'il n'y a pas une Afrique unique. Il y a l'Afrique des fossiles vivants, de ceux qui font semblant de chercher l'avenir dans le passé de l'Afrique, de l'Europe ou d'ailleurs, l'Afrique des privilèges anachroniques. Cette Afrique-là se maintient parce que l'impérialisme la soutient.

Mais il y a aussi en Afrique, des forces sociales qui peuvent mettre fin aux mascarades barbares comme aux couches sociales qui s'y retrouvent. Ces forces sociales, c'est avant tout le prolétariat moderne ; cela peut être aussi l'immense masse opprimée des campagnes dans la mesure où elle est capable de suivre le prolétariat. C'est cette force sociale qui est porteuse d'avenir pour l'Afrique car elle est porteuse d'avenir pour le monde.

xxx    +++    xxx    +++    xxx    +++    xxx    +++    xxx    +++    xxx    +++

# POLITIQUE DES BANTOUSTANS POLITIQUE D'APARTHEID

Un peu plus d'une année après la pseudo indépendance du Transkei (octobre 76) c'est aujourd'hui le tour du Bophutatswana, proclamé "indépendant" par le régime Sud Africain.

Cette politique d'"indépendance" que mène Vorster n'est qu'une nouvelle version d'une politique aussi vieille que l'apartheid. Car depuis l'apparition de ce régime barbare, son premier but a été d'écarter la population noire et de l'enfermer dans de véritables camps de concentration pour qu'elle n'ait le droit de sortir que pour aller se faire exploiter par les racistes.

Ce qui est nouveau dans la politique de Vorster depuis ces derniers temps, c'est sa volonté de doter ces camps de concentration d'un drapeau et d'un hymne national. Le Transkei et le Bophutatswana en sont des exemples.

Le régime d'Afrique du Sud place à la tête de ces Bantoustans quelques personnalités noires corrompues telles que Lucas Mangope au Bophutatswana, et Mantazima au Transkei. Ces bantoustans sont ainsi entièrement contrôlés par Vorster. Ils sont d'ailleurs "à portée de canon", comme le déclarait le ministre sud africain de l'administration bantoue.

Le gouvernement de Vorster tente ainsi de détourner la colère et le mécontentement de la population en lui donnant l'illusion d'avoir un Etat indépendant.

Mais majorité de la population est contre cette prétendue indépendance car elle a compris que loin de changer sa situation, la création des bantoustans n'est que l'aboutissement de l'apartheid qui veut que la population noire soit considérée comme étrangère dans son propre pays, l'Afrique du Sud.

Ces bantoustans sont en réalité incapables de donner du travail à la population qui est obligée d'aller travailler dans les zones dites blanches qui forment 87 % de la superficie de l'Afrique du Sud (contre 13 % pour la population noire, qui par contre forme, avec les métis et les asiatiques plus de 83 % de la population).

Ces bantoustans vont peut-être arranger quelques bourgeois noirs qui pourront ainsi profiter des privilèges que leur procureront les Etats fantômes. Mais même ces bourgeois se font assez rares car la pression des organisations nationalistes radicales, telles que l'ANC, est assez forte pour que les collaborateurs aient peur de se discréditer aux yeux de toute la population.

Si aujourd'hui la majorité de la population n'accepte pas les pseudo-indépendances, c'est parce qu'il y a à sa tête des organisations nationalistes qui, pour le moment, ne sont absolument pas satisfaites des conditions de Vorster.

Mais demain, si les conditions s'y prêtent, les nationalistes sont capables d'abandonner leur radicalisme. C'est pour cela que les travailleurs et les paysans pauvres, qui forment la grande majorité de la population, ont tout intérêt à s'organiser pour que personne ne puisse agir en leur nom pour trahir leurs aspirations et leurs espoirs.

\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*  
\* \* \* \* \*

# HASSAN II ET OULD DADDAH

## DICTATEURS FEROCES

Saïda Menebhi une militante d'extrême-gauche est morte à la suite d'une grève de la faim le 11 décembre dans un hôpital de Casablanca au Maroc.

Elle avait été emprisonnée pour avoir lutté contre la dictature de Hassan II et entr'autres pour avoir soutenu les saharoui contre l'expansionnisme de Hassan II et Ould Daddah. Le sanguinaire Hassan II est responsable de sa mort, comme de celle des centaines d'autres personnes qui sont mortes dans la guerre contre les saharoui.

Actuellement 139 personnes parmi les prisonniers politiques, poursuivent la grève de la faim.

Saïda Menebhi n'était pas une militante internationaliste. Se réclamant du nationalisme, elle défendait une forme de politique nationaliste. Mais elle a eu le courage à la fois physique et politique de refuser la guerre d'oppression nationale menée par Hassan II contre le peuple saharoui. Elle a eu le courage de dénoncer la supercherie par laquelle ce dictateur, avec la collaboration de la plupart des partis, même d'opposition, essaie de rendre tout le peuple marocain complice de cette guerre d'oppression.

Nous révolutionnaires internationalistes, nous sommes solidaires de Saïda Menebhi dont nous ne partageons pas le choix politique nationaliste. Et nous sommes solidaires face à tous ceux qui, au Maroc ou en Mautitanie, ont abandonné jusqu'à leur opposition aux dictateurs Hassan II et Ould Daddah, pour participer à l'hystérie chauvine.

Ceux qui participent à l'Union Sacrée derrière, les dictateurs, ceux qui apportent leur soutien à la guerre contre le peuple Saharaoui, ne représentent en rien les intérêts des travailleurs, mais au contraire ceux de leurs ennemis.

&&&      &&&      &&&      &&&      &&&

&&&      &&&      &&&

&&&

# contre l'assassinat et les attentats racistes nous devons tous réagir

Le matin du 2 décembre, Laïd Sebaï, gardien du local de l'Amicale des Travailleurs Algériens en Europe, a été tué par dix coups de balles en plein centre de Paris. Cet assassinat raciste est revendiqué par un commando qui s'appelle "Delta", nom d'un des commandos de l'ex-OAS.

Ce commando a en plus déclaré qu'il rendrait la vie difficile à tous les algériens en France. Dans la nuit du 10 au 11 décembre, des cocktails Molotov ont été lancés contre un foyer de travailleurs nord-africains, à majorité algérienne, à Strasbourg-Meinau. Un autre attentat du même genre a eu lieu dans le foyer Sonacotra de la Garde, dans le Var, dans la nuit du 13 au 14 décembre. Ces deux attentats n'ont causé que des dégâts matériels. En tout cas ils sont revendiqués par le même commando Delta.

Les travailleurs africains ressentent eux-mêmes trop souvent le racisme quotidien dans leur dignité ; ils subissent eux-mêmes trop souvent la menace d'agression physique raciste, pour ne pas être révoltés par ces crimes. D'autant qu'ils savent d'expérience qu'ils ne peuvent trouver ni aide, ni même compréhension contre les menaces racistes, du côté de la police, elle-même gangrénée par le racisme.

Il faut savoir qu'il n'y a aucun moyen de conjurer les agressions racistes autrement qu'en organisant une défense et une protection collectives.

Mais, là où les travailleurs directement victimes du racisme et des racistes ont une tâche politique à remplir, c'est en expliquant à leurs camarades de travail, que le racisme est non seulement un sentiment barbare, indigne, mais qu'en le tolérant, la classe ouvrière dans son ensemble creuse sa tombe.

Le fait que les agresseurs racistes se réclament ouvertement de l'OAS, c'est à dire du fascisme, est tout un symbole. Ces gens-là ont un projet politique, et ce projet, c'est briser la classe ouvrière dans son ensemble, la soumettre à la dictature du capital. Le racisme, c'est un moyen pour pratiquer une démagogie de bas étage, pour trouver du soutien dans la partie la moins consciente, la plus abrutie de la population.

Combattre le racisme sous toutes ses formes, aussi bien en luttant contre le racisme quotidien dans les entreprises, qu'en organisant des milices anti-racistes, devrait être parmi les tâches prioritaires du mouvement ouvrier organisé.

Le fait que ni les grands partis de gauche, ni les grandes organisations syndicales en France, ne mènent pas ce combat, montre à quel point ils ne représentent plus les intérêts généraux des travailleurs.



# -portugal-

## UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE QUI A MENE UNE POLITIQUE ANTI - OUVRIERE

A l'heure où nous écrivons, le général Eanes, chef de l'Etat bourgeois portugais multiplie les consultations avec les partis politiques, de la droite à l'extrême-gauche maoïste, en vue de former un nouveau gouvernement.

Cette situation fait suite à la démission du gouvernement socialiste de Mario Soares mis en minorité après un vote au parlement sur la "question de confiance" posée par le leader socialiste.

En effet l'opposition constante de la droite -le Centre Démocratique et Social et le Parti Social Démocrate- à la politique de Mario Soares, a obligé celui-ci à poser cette "question de confiance". La droite y a répondu négativement ; le Parti Communiste qui, au dernier moment attendait encore certaines garanties du PS, telles que l'assurance de quelques fauteuils ministériels au parlement pour lui accorder sa confiance, a finalement répondu non. Seul le Parti Socialiste, son parti, lui a dit oui.

Si Mario Soares le voulait, il aurait fort bien pu gouverner avec les communistes. A eux deux, ils détiennent la majorité parlementaire ; le programme réformiste du Parti Communiste n'est pas, fondamentalement différent du programme politique du PS. Soares a choisi de démissionner plutôt que de gouverner avec le PC et de se compromettre aux yeux de la droite et des forces sociales réactionnaires que celle-ci représente. C'est dans la nature des choses.

Depuis son accession à la tête du gouvernement, cet homme de gauche a toujours mené une politique de droite. C'est pour cela que la bourgeoisie l'a investi, et c'est pour cela que les partis de droite l'ont laissé au gouvernement, sans chercher à le renverser pendant seize mois, alors que le PS est minoritaire depuis les élections.

La bourgeoisie a placé Soares au pouvoir parce qu'elle avait vu en lui l'homme politique de gauche crédible aux yeux des travailleurs et capable d'imposer sans épreuve de force, des sacrifices aux travailleurs dans l'intérêt de la bourgeoisie.

Soares a mené la politique qui convenait à la bourgeoisie en imposant pendant son gouvernement, l'austérité aux travailleurs : restriction des droits syndicaux et du droit de grève, restauration du pouvoir des monopoles et des grands propriétaires fonciers, au détriment des paysans pauvres, etc...

Ce gouvernement de gauche, à force de mener une politique de droite, s'est de plus en plus discrédité aux yeux des travailleurs. C'est peut-être pour cette raison que la bourgeoisie a choisi de se passer de Soares ; ou c'est simplement un avertissement parce que Soares ne va pas assez loin dans l'austérité à son gré, y compris à celui de la bourgeoisie internationale, qui, par l'intermédiaire du Fond Monétaire International, fait pression sur lui. La droite peut-elle prendre le risque de gouverner seule, sans les socialistes ?

En tout cas, le gouvernement qui sortira des négociations, qu'il soit de gauche ou de droite, cherchera toujours à faire payer les frais de la crise que traverse le Portugal par les travailleurs. C'est pourquoi la seule protection des travailleurs, c'est leur lutte, même lorsque le gouvernement est dirigé par un homme qui se dit "socialiste".

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus générale - ment, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.